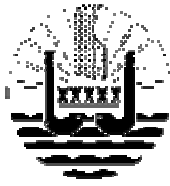


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

COMMISSION D'ENQUÊTE



AUDITIONS

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

Pasteur Taaroanui Maraea
Audition du 24 novembre 2005

Le Pasteur Taaroanui Maraea est Président de l'Eglise Protestante Maohi.

Bruno Barrillot : On peut déjà te demander, où étais-tu à la période des essais atmosphériques ?

Pasteur Taaroanui Maraea : J'étais au fin fond de Tahaa ! J'ai 46 ans et j'avais que 6 ans à l'époque !

Bruno Barrillot : Mais c'est intéressant quand même parce que Tahaa, il y a eu beaucoup de monde embauché sur les sites, est-ce que tu as des souvenirs de cette période-là ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Mon oncle et mon père sont partis, c'est vrai que je n'avais guère conscience de tout cela.

Bruno Barrillot : J'ai regardé par curiosité sur les listes de Moruroa e tatou pour savoir combien d'anciens travailleurs étaient originaires de Tahaa, je crois qu'il y a eu une centaine ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Il y a quand même des personnes qui n'ont pas décroché jusqu'à la retraite mais tous ne sont pas sur la liste.

Bruno Barrillot : Quand on réfléchit à tous ces hommes dans la force de l'âge qui partent travailler à Moruroa, même si c'est par périodes de quelques mois, ont-ils repris leurs activités plus traditionnelles, est ce que ça a pu avoir un impact dans la vie économique et sociale des îles ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Ceux qui sont partis, la plupart ont fait de longs séjours et jusqu'à leur retraite. Il y a un diacre qui est maintenant à la retraite mais qui a passé sa vie en tant que travailleur à Moruroa...

M. John Doom : Ton papa a travaillé longtemps ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Non pas tellement longtemps, mais... c'est surtout pendant la période des essais atmosphériques ! C'était la période de la construction, puis quand il y a eu des essais souterrains, les infrastructures avaient été mises en place ! Mais pour les essais atmosphériques, c'est entre 63 et 66 que les grandes structures ont été bâties. Et après ça, 66 quand ça a commencé, ils ont construit des blockhaus dans les îles, à Tureia, Maareva, Pukarua et Reao.

Bruno Barrillot : Sur Tahaa, c'était la même chose qu'à Huahine, les gens payaient pour la construction des temples ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Enfin, je n'ai pas de souvenirs exacts de ça ! Je n'étais pas encore conscient à l'époque ! Tout ça, cette histoire-là, je l'ai plutôt acquise par le travail, soit, à partir du

moment où je suis entré à l'école pastorale. C'est à partir de ce moment-là que j'ai vraiment pris conscience de la gravité de la situation, vers la fin des années 70 à 81, c'est là que j'ai pris conscience de ce que c'était le nucléaire. La question du nucléaire, c'était une question prohibée un peu partout dans la société polynésienne. A notre niveau, en tant qu'élève pasteur on ne peut pas accepter de parler du nucléaire ! Et les profs qui osaient en parler, ils savaient que cela pouvait avoir des conséquences. C'est une des raisons qui fait que lorsque vous regardez les photos des manifestations, vous ne voyez pas de pasteurs ! Mais tout cela je l'ai compris plus tard. On était un peu plus conscient dans la région Pacifique : il y avait un grand débat à cette époque-là ! Voilà, c'est dans les années 80 que j'ai commencé à prendre conscience de ces problèmes.

Bruno Barrillot : Il y avait des gens avec des positions différentes...

Pasteur Taaroanui Maraea : C'était difficile de parler de ça et encore plus difficile de s'engager publiquement sur les questions du nucléaire. Les chefs d'églises avaient peut-être peur de forcer les convictions des fidèles qui composaient l'église. Nous, en tout cas, notre génération sentait aussi un poids très important de l'Etat au travers de l'armée, on avait conscience qu'il ne fallait pas trop pousser. Et à chaque fois qu'il y avait une prise de position, c'était en quelque sorte à ses risques et périls ! A mon sens, probablement l'histoire des dernières années avec le référendum de 1958 n'était pas encore oubliée. C'était resté encore très vif. C'est ce qui a divisé vraiment l'église protestante parce que c'était justement une prise de position sur une question politique importante. Alors, ça a eu pour conséquence que les essais nucléaires c'était tabu. Imaginez dire non au nucléaire, c'était s'allier au diable ! Mais la conscience nous est revenue. En fait notre génération a été réveillée par le travail à l'intérieur de l'église et par le combat qui a été mené dans le Pacifique.

Mme Unutea Hirshon : L'église catholique nous disait qu'ils étaient confrontés aux problèmes de leurs ouailles qui travaillaient sur Moruroa. Je suppose que pour l'église protestante c'était pareil ? Non ! En condamnant les essais, tu donnais mauvaise conscience à des gens de ta propre église qui travaillaient à Moruroa. Mgr Coppenrath disait que ça les mettait en difficulté de prendre en position par rapport à ces gens-là qui travaillaient pour le nucléaire.

M. John Doom : La division de l'Eglise à la suite du référendum de 1958 a été un traumatisme. Le premier geste du Président Raapoto ce fut d'aller voir les dissidents, à Papeari, à Afaahiti... Raapoto était un rassembleur. Mais le problème à ce moment-là, tu avais Teariki et son parti d'un côté et tu avais Nedo Salmon qui était Secrétaire général de l'Eglise de l'autre bord. Et tu avais de l'autre côté beaucoup de diacres et de responsables qui étaient du côté de Raapoto. C'est comme pour l'église catholique, si on prenait position, on cassait en plus l'église ! Raapoto a préféré faire de l'éducation et ça c'est un peu moins connu. Sans le dire ouvertement, il a fait de notre bâtiment un centre de formation. Il faisait des haapiraa tous les soirs sur les problèmes de justice, et tout cela sans l'annoncer ouvertement. Il y avait 300 personnes le mardi soir à ses conférences. C'est justement le problème, il est parti trop vite ! Mais, les déclarations publiques, ce n'était pas possible, « eita e haere » !

Pasteur Taaroanui Maraea : Mais, nous, aujourd'hui on lit aussi l'histoire, l'installation du nucléaire et puis sur le plan régional ce sont les indépendances et sur le plan international, ce sont aussi les mouvements indépendantistes. Les églises entrent aussi dans le jeu : l'Eglise Evangélique est devenue autonome en 1963.

Bruno Barrillot : Est-ce que vous avez eu des pressions jusqu'à l'intérieur des églises pour faire barrage à une prise de position ?

Pasteur Taaroanui Maraea : En 82, malheureusement je n'étais plus là, j'étais parti en France pour mes études. Une des histoires que j'ai apprises, et je pense que c'est important, ce sont les tentatives de l'armée pour récupérer le Président de l'Eglise. Ça m'a marqué. Comment la Direction des armées a tout fait pour essayer de récupérer le Président. Ils sont même arrivés, je crois, à faire de lui, à un moment donné, un aumônier sur le site.

M. John Doom : Absolument ! Il était donc pasteur à Pirae et au début, on a installé un aumônier militaire protestant en 63-64. L'église se demandait : pourquoi on installé un aumônier militaire protestant parce qu'il y a très peu de protestants popaa à Tahiti ! Il ne parle pas tahitien. C'est pour lui qu'on a fait des cultes en français à Pirae !

Pasteur Taaroanui Maraea : On peut imaginer qu'avec les habitations militaires à Pirae, c'était normal de proposer un service de culte...mais, quelque part, il y a aussi une manière de s'imposer à l'Eglise.

M. John Doom : Il faut dire que les aumôniers venaient au culte en tenue militaire. A Pirae, personne n'a rien dit, mais à Bethel, on n'a pas accepté. Je ne sais plus qui était le pasteur à Béthel mais ça n'a pas marché et les aumôniers militaires protestants ne sont plus jamais revenus à Bethel, parce qu'ils voulaient s'imposer en tenue militaire. Nous avons des policiers qui étaient en service et qui venaient au culte, mais ils enlevaient toutes leurs épaulettes et tout ça pour participer au culte !

Pasteur Taaroanui Maraea : C'était du temps du président Jacques Tauraa : on a envoyé une lettre à la Fédération protestante de France disant que pour de bonnes relations avec l'Eglise locale, normalement quand un ministre va dans un pays, il se met au service de l'Eglise de ce pays ! Malheureusement pour les aumôniers militaires, ce n'était pas du tout ça ! Et même certains outrepassaient les recommandations de la Fédération protestante. Le dernier incident en date, c'est lors de la venue du Président de la Fédération protestante de France en 2002, pour l'AG de Moruroa e tatou à Arue. J'avais organisé un programme de visites et de rencontres et entre temps, je ne sais comment ils ont fait, l'aumônier militaire protestant a organisé un programme parallèle avec l'amiral ! Il y a toujours eu ce genre d'intervention pas très clair des aumôniers et de l'armée. Le dernier aumônier qui est là, à son arrivée, je lui ai dit qu'il faudrait qu'on passe le cap des mauvaises relations avec les aumôniers et qu'on puisse repartir sur de bonnes bases !

M. John Doom : Parce que pour les aumôniers, leur chef c'est le patron de l'aumônerie protestante des Armées. Pour eux l'église Protestante Maohi est une chose, eux ils se considèrent comme une entité supérieure !

Bruno Barrillot : Et pourtant le pasteur Marurai était président quand le synode a voté une motion contre les essais ?

Pasteur Taaroanui Maraea : C'est tout le protestantisme ! Le président qui a de l'autorité naturelle du fait de sa fonction est soumis aux décisions du synode. Même si Marurai disait non, le synode a le pouvoir ?

M. John Doom : Je savais déjà ça. Pour la petite histoire, je suis un peu responsable ! On a fait venir le théologien Jacques Nicole pour faire une pastorale à Béthel en 1982. Au cours de cette pastorale, nous avons distribué à tout le monde les documents de la conférence des églises du Pacifique. Et le texte qu'on a discuté au synode de 1982, c'est à la suite de cette pastorale avec Jacques Nicole que la décision de dire non aux essais a été prise.

Mme Unutea Hirshon : Quand tu dis que ce n'est pas le président qui décide et que ce sont les 52 bonhommes du synode, est ce que la décision a été prise parce que ça fait partie de l'ordre du jour ? Qui a initié le débat pour arriver à cette prise de position ?

Pasteur Taaroanui Maraea : Les grandes décisions, c'est toujours parce qu'il y a des gens qui veulent que ça aille dans ce sens, mais ce n'est pas seulement des facteurs extérieurs au synode ! C'est l'intervention d'un professeur qui a une certaine présence dans l'église protestante et reconnue comme telle. Revenant de Suva et reconnu comme un bon théologien, il a pris un thème d'actualité. C'est aussi simple que ça ! Et s'il a travaillé avec la pastorale auparavant, ce n'est plus lui qui parle au synode, ce sont les pasteurs qui vont parler, et les diacres le suivent, c'est aussi simple que ça !

Bruno Barrillot : L'opposition au nucléaire elle repose sur quoi, sur une idéologie, sur le fait que c'était des essais français, sur l'aspect politique ou plutôt l'aspect théologique ?

M. John Doom : C'est théologique, une église ne peut jamais être d'accord avec des instruments de mort ! Nous avons un Dieu de Paix, nous avons un Dieu d'Amour et un Dieu de Justice ! Nous n'avons pas un Dieu exterminateur, jamais !

Bruno Barrillot : Et Monseigneur nous a dit que le Vatican avait la même position. Seulement, le Vatican ne condamnait pas les essais directement, il condamnait les armes nucléaires !

Pasteur Taaroanui Maraea : Les armes et les essais c'est pareil. C'est clair et net. Mais il y a aussi la question de la légitimité de ces essais ici. Il faut bien comprendre le droit des peuples, le droit de pouvoir s'exprimer lorsque nous sommes menacés par les essais qui se font sur notre territoire !

M. John Doom : Pour la France c'est sa force de dissuasion. Mais la bombe qu'on fait éclater dans notre Pays, c'est autre chose. La dissuasion ce sont des discussions. Ici on fait péter la bombe et ça des implications directes sur la population !

Pasteur Taaroanui Maraea : Evidemment lorsqu'on parle des essais, on s'imagine qu'on s'attaque directement à la nation qui fait les essais. Mais pour nous, on s'oppose à ces essais, quitte à taper sur la France qui fait ses expériences ici. Pour moi j'ai ressenti cela comme une question de Justice ! Ce n'est pas une question de politique, c'est une question de Justice, j'ai le sentiment qu'il y a une injustice quelque part et qu'on n'a pas le droit de faire ça, on ne peut pas accepter cela ! Et notre combat, je parle en tant que jeune pasteur, le combat que j'ai mené c'est un combat de justice. Je crois que c'est comme ça avec tous les compagnons de route que j'ai eu dans le combat antinucléaire, ça n'a jamais été un combat anti-français ! C'est un combat quelque fois contre l'Etat, contre le Pouvoir, oui, mais, je pense que c'est la démocratie de s'exprimer pour revendiquer le droit ! Mais hélas lorsqu'un pasteur d'église parle comme ça, le système de communication qui a été mis en place ici sur le territoire et par la presse aux ordres, on disait que c'est une attitude anti-française, c'est une attitude indépendantiste !

Mme Unutea Hirshon : Il me vient à l'esprit tout d'un coup en t'entendant que les démarches qu'on a fait pour demander à l'église de marcher en 1995 !

Pasteur Taaroanui Maraea : J'étais là, je voulais marcher aussi et évidemment que je comprenais Gaby dans son éloquence. Ils m'ont traité de tous les noms et je suis allé, je suis arrivé quand même, jusqu'au portail et j'ai rejoint le cortège. On s'est fait arrêter par le Tavini Huiraatira pas très loin là, c'est juste après !

J'ai rappelé Gaby le jour où le synode se terminait. On viendra, laisse nous le temps, l'église n'est pas une association. Je me rappelle le jour où la 1^{ère} fois, tout le synode a marché. Normalement le synode devait descendre à 1h. Mais, à midi et demi, le synode a dit « on descend au temple pour la prendre la photo du synode ». Les journalistes devaient arriver à 1h et on n'a pas attendu. On a marché. On arrive à la place Tarahoi ! Tu te rends compte ! Je suis là et le synode est là. Il y a des faits historiques qui ne seront jamais dans les annales mais nous, on portera avec nous cette histoire. Pour nous c'était historique cette marche-là la première fois ! Evidemment, c'était un événement pas seulement sur le plan local mais sur le plan régional et aussi sur le plan international, cette année là.

M. John Doom : Je n'étais pas ici, mais à Genève au Conseil Océcuménique. Pour nous aussi, c'était la 1^{ère} fois depuis 50 ans que le Conseil Océcuménique marche dans la rue depuis le centre du Conseil jusqu'aux Nations Unies et moi j'étais en tête avec la branche de 'uru' ! On a été devant les Nations Unies avec un chant composé par les tahitiens et on a chanté, et les gens ont chanté en tahitien et pour la 1^{ère} fois dans les rues de Genève.

Pasteur Taaroanui Maraea : Ils ont marché un peu partout, ils ont marché, voilà l'histoire.

Bruno Barrillot : Il y a un autre aspect de l'histoire qui est important pour l'église ici, c'est le soutien à l'association Moruroa e Tatou. J'ai en mémoire cette première réunion ici dans les locaux de l'église où la question a été posée, je ne sais plus qui a posé la question, « où est ce qu'on met le siège de l'association ? » Et je ne sais plus, c'est Jacques Ihorai qui a répondu.

M. John Doom : C'est moi qui ai posé la question parce que le siège, jusque là, c'était à Pirae à mon domicile ! Le comité de suivi était chez moi à Pirae. J'ai posé la question et Jacques Ihorai, président de l'Eglise, était là à la table de présidence et ce sont les gens dans la salle qui ont répondu « Ici ». Jacques a répondu alors simplement : « S'ils ont décidé que c'est là, on décide que c'est ici » C'est comme ça que ça s'est passé !

Bruno Barrillot : Mais, à mon avis, ça veut dire aussi beaucoup de choses : inconsciemment, les gens qui étaient là, les anciens travailleurs avaient une certaine confiance dans l'Eglise. Cela leur donnait un peu une force pour assurer la suite car ce n'était pas évident de créer une association. Moi, je revenais de France où 15 jours avant, nous n'étions que 8 ou 9 à créer l'AVEN. C'est tout, et

on ne savait pas comment ça allait déboucher. Ici, on a quand même senti qu'il y avait une volonté de faire quelque chose, mais parce qu'il y avait une institution, l'Eglise, qui était aussi derrière et qui appuyait, cela a permis aussi, à mon avis, aux gens de s'exprimer. Dans l'enquête sociologique en 1996, l'Eglise avait déjà pris sa part importante, mais on sentait que les gens avaient peur de s'exprimer. Et là, à partir de la création de 'Moruroa e Tatou', on a vu les gens qui n'avaient plus vraiment de peur de s'exprimer. Car il y avait une espèce de culpabilité chez les anciens travailleurs qui s'exprimait ainsi : « Mais ce qui nous arrive au niveau santé, c'est parce qu'on a gagné de l'argent à Moruroa ». Le fait que l'Eglise comprenne ça, ça a débloqué cette espèce de culpabilité qu'on avait senti en 95-96 lors de l'enquête sociologique.

Pasteur Taaroanui Maraea : Mais, ce n'était pas facile ! Je rappelle en 96, on m'a appelé pour préparer la venue des enquêteurs. Tout était clair dans ma tête, je croyais que ça allait fonctionner. Mais les difficultés sont venues dans l'application. Sur toutes les demandes de listes que j'ai envoyées à chaque pasteur, je n'ai reçu en retour que deux feuilles. J'ai réussi heureusement à convaincre quelques pasteurs. Ça a facilité un peu le travail dans certaines zones de la PF. C'est ce que j'ai pu faire !

Mme Unutea Hirshon : Il a fallu les appeler les uns après les autres...

Pasteur Taaroanui Maraea : Voilà, il fallait faire ce travail-là ! Gaby Tetiarahi a fait un bon boulot, ça il n'y a rien à dire ! C'est l'efficacité des associations : tu as les bénévoles. Moi j'étais dans un gros camion, ça prend du temps et j'ai failli jeter l'éponge !... Mais bon, on a tenu. C'est pour dire simplement par quel chemin on est venu pour la création de 'Moruroa e Tatou' ! Et dans ma tête, je voulais trouver une solution, il fallait trouver une solution. On ne pouvait pas fonctionner en mettant ensemble une association comme ça et une église ! Ça ne peut pas marcher, ce n'est pas possible ! L'association va trop vite ! L'Eglise a besoin de temps, elle a ses instances et il faut obligatoirement passer par là, sinon ça ne tient pas la route. Donc, ça ne peut pas marcher comme ça. Mon souci premier c'était de dire : il faut aider à avancer. Alors, pour pouvoir vraiment terminer l'enquête sociologique, il fallait sortir ce livre... Et j'avais entre les pattes les renseignements généraux qui venaient chez moi me demander si j'avais fini le bouquin. Ils sont allés voir Roland Oldham qui savait à quelle étape en était la rédaction, ce qui se tramait un peu... Et on disait aux Renseignements Généraux que ce n'est pas encore fini alors que le livre était là ! Et depuis, ils ne sont plus venus me voir !

Au moment où on s'est dit qu'il faut vraiment créer l'association, alors il y avait moi, Gaby, Oldham, on était 4 ou 5 bonhommes à discuter dans le fare en pandanus de John. Jusqu'au jour où il fallait faire la première réunion de constitution de cette association. « On va mettre une vingtaine de chaises, tu sais, on a tellement l'habitude d'avoir 20-25 personnes ». Donc on a mis quelques chaises dans la grande salle là-bas. Et puis ce soir là, ce ne sont pas 20 personnes qui sont venues, il y avait 150 personnes ! Alors, il a fallu descendre des chaises ! On a couru dans tous les sens ! Et puis, voilà 'Moruroa e Tatou' était créé. L'Eglise voulait soutenir mais laisser l'association agir en toute indépendance parce qu'on n'a pas les moyens de suivre le rythme des actions, mais on est là pour soutenir ! Et, je ne vous cacherais pas qu'aujourd'hui que le gouvernement a décidé d'inclure 'Moruroa e Tatou' dans le Conseil d'orientation, j'ai commencé à me gratter la tête !... Je me dis : « Est-ce que tu es sûr que vous n'allez pas vous faire bouffer ? Notre combat nous l'avons toujours mené un peu hors du champ politique, c'était notre ligne de conduite. »

M. John Doom : Bien sûr, c'est le politique qui décide. L'association ne peut plus tout prendre en charge. Mais n'empêche que nous avons encore à faire, par exemple on n'accepte pas que des dossiers qui ont demandé un travail de 3 ans, des dossiers bien ficelés restent en attente depuis 7 mois à la CPS. Le Pays nous bloque là maintenant ! Qu'ils fassent leur boulot ! Qu'ils nous disent que ce ne sont pas des maladies professionnelles, qu'ils nous le disent, c'est tout !

Mme Unutea Hirshon : Il faut peut-être les mettre au tribunal, on peut ?

M. John Doom : Enfin, c'est leur boulot de nous dire si ce sont des maladies professionnelles, oui ou non ! Tu sais, ce n'est pas la 1^{ère} fois qu'on nous fait des histoires. Pour Alfred Pautehea c'est un responsable de la santé militaire, à 18.000 km d'ici, qui nous répond que M Pautehea n'a pas travaillé sur des sites à risques ! Maintenant, nos dossiers sont ficelés, on les envoie à Me Teissonnière, et Me Teissonnière pose la question à la CPS : « nous pensons que c'est des maladies professionnelles. »

La moindre des choses, c'est qu'on ait au moins un accusé de réception ! La politesse le demande. Mais, il n'y a pas d'accusé de réception, rien pendant 7 mois, c'est inadmissible !

Pasteur Taaroanui Maraea : Personnellement, c'est l'histoire que je peux témoigner. Depuis mon retour de Métropole, je me trouve du côté antinucléaire, j'ai commencé d'ailleurs en France même si je n'ai jamais été invité en France par des associations. Par contre j'ai été souvent en Allemagne.

M. John Doom : C'étaient des étudiants.

Mme Unutea Hirshon : Et les étudiants, ils ne manifestaient pas à l'époque, ils avaient peur ?

M. John Doom : A Paris, lors de notre 1^{ère} réunion en octobre 1989 à Paris, il y avait des étudiants tahitiens. Il y avait 6 étudiants de Paris mais par la suite on les a plus revus, mais ils étaient là, la 1^{ère} fois, en octobre.

Pasteur Taaroanui Maraea : Si j'ai pris conscience du nucléaire, c'est parce que j'ai été sensibilisé à ce moment-là. J'étais jeune pasteur mais je ne sais pas si j'avais fait d'autres études, j'aurai pris conscience. Dernièrement, nous avons été approchés par l'armée pour désigner si c'était possible un aumônier, un polynésien. Et comme on n'a pas reçu de confirmation de la part de la Fédération protestante de France, on n'a pas répondu parce qu'on craint de tomber dans un piège

Bruno Barrillot : Bon, on ne va pas faire le ménage dans l'armée sur ces choses-là, la Justice a fait le ménage, elle a fait supprimer les tribunaux militaires, mais l'aumônerie militaire, c'est un vestige d'un passé révolu...

Pasteur Taaroanui Maraea : Une question, je tenais à vous dire ça, je ne sais pas si c'est important. Il y a une chose que j'aimerais partager avec vous. Je me rappelle en 1996 on a fait pression sur moi, j'étais jeune pasteur, j'ai reçu la visite des gendarmes qui me posaient tout un tas de questions. Aujourd'hui, mes déplacements à l'étranger sont surveillés. J'accepte de subir le même traitement que le reste de la population que le travail de surveillance est important. Mais, que je fasse l'objet d'une surveillance systématique, ça ce n'est pas normal.

Mme Unutea Hirshon : Je suis choquée d'entendre ça.

Pasteur Taaroanui Maraea : Il faut bien que l'Etat sache que je n'ai rien à cacher ! Je trouve ça inadmissible. Quand je vais à Paris par exemple, je donne mon passeport et s'ils me demandent quelque chose, c'est normal ! Mais qu'ici à Faa'a, je fasse l'objet systématique de contrôle. Quand je vais mettre mon passeport, je sais que ma fiche est là, ils prennent des notes, et des fois ils sont arrogants !

Mme Unutea Hirshon : Est-ce qu'ils ont légalement le droit de le faire ?

Pasteur Taaroanui Maraea : S'ils font leur travail, c'est normal !

Mme Unutea Hirshon : Oui mais quand même.

M. John Doom : Ils ont des ordres !

Pasteur Taaroanui Maraea : Il n'y a pas que moi. Bon, je n'ai pas voulu mettre ça sur la place publique, mais s'ils n'arrêtent pas leurs tracasseries, je ferai une conférence de presse à ce moment-là. Tu imagines bien au contrôle des passeports. Il y a un bouchon, les gens attendent et tu vois un Président d'église suivi de près par les douaniers, les gens doivent se dire qu'est-ce qu'il a pu bien faire ? Et puis, ils photocopient le passeport.

Mme Unutea Hirshon : J'aimerais savoir si l'église catholique a droit au même traitement !

M. John Doom : C'est désagréable, d'autant plus qu'ils savent très bien qui tu es ! Ils savent qui tu es ? Enfin, ils savent tout de ta vie !

Pasteur Taaroanui Maraea : C'est pour ça, mais ça, c'est un exemple, il y en a d'autres.

Mme Unutea Hirshon : Il faudra dire un jour au président !

Pasteur Taaroanui Maraea : Une fois, j'ai failli le dire à la télé parce que j'étais vraiment en colère, il y avait une émission avec quelques représentants d'Eglises mais l'animateur posait des questions très très religieuses alors que je croyais que c'étaient des questions sur l'actualité de la Polynésie, quelque chose comme ça.

Mme Unutea Hirshon : Peut-être une lettre ouverte.

Pasteur Taaroanui Maraea : J'ai écrit une lettre au Haut-commissaire, j'ai reçu une réponse très, très administrative, naturellement, très polie !